

Revue de presse du 16 au 30 novembre 2019

Afrique.....	2
Libye	2
Niger	2
Sénégal	2
Gambie	3
Rwanda.....	3
Europe	4
Grèce	4
Espagne	4
Croatie	5
Serbie.....	5
Bosnie-Herzégovine.....	5
Malte	6

Afrique

Libye

- **The Guardian**, 20 novembre 2019, [Migrants detained in Libya for profit, leaked EU report reveals](#) [EN]

Dans un rapport de 13 pages rédigé par la Présidence finnoise du Conseil de l'Union européenne, les ministres européens tentent de se dédouaner des interceptions de migrant.e.s qui sont ramenés.e.s dans le port de Tripoli par les garde-côtes libyens, et condamnent les violences subies dans les centres de détention. Ils accusent le gouvernement de Fayez el-Sarraj de profiter de la manne financière que ces centres lui rapportent. Le rapport appelle les États membres de l'Union à engager une « action immédiate » de sauvetage des personnes bloquées en détention. Ces positions ici énoncées sont d'autant plus cyniques que l'Italie, soutenue par l'Union européenne et par un budget de cinq millions d'euros supplémentaires, a renouvelé il y a à peine un mois sa coopération avec la Libye (et sa garde-côtière) pour empêcher aux personnes migrantes toute traversée de la Méditerranée. Ce rapport illustre parfaitement la stratégie de l'Union et de ses États membres, entre externalisation de l'asile et du contrôle migratoire, y compris dans des pays en guerre, où les droits de l'Homme sont allègrement bafoués. Ceci, tout en revendiquant le souci du respect des droits des personnes migrantes et demandeuses d'asile...

Niger

- **TV5Monde**, 23 novembre 2019, [Niger : grogne dans le Nord en raison de la baisse de l'immigration clandestine](#)

À Agadez, autrefois étape importante du parcours entre Niger et Libye, se sont implantés l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et les organes militaires européens afin de s'assurer de l'application de la loi anti-migration [2015-36](#) pour couper la route aux migrant.e.s. Par conséquent, les exilé.e.s empruntent d'autres voies toujours plus dangereuses et l'économie locale basée sur les migrations s'écroule. En pâtissent les facilitateurs des migrations, dénommés « passeurs » : ceux qui conduisent en véhicules 4x4 les personnes en migration dans le désert du Sahara, mais aussi les restaurateurs, les vendeurs locaux de bidons, de nattes, de couvertures. Le « passeur », contrairement à l'image fomentée par l'Union européenne (UE), n'est pas nécessairement membre d'un réseau criminel. Parfois, c'est un migrant.e qui en fait passer d'autres pour pouvoir financer le reste de son parcours, ou encore, une population locale qui tente de (sur)vivre dans une des régions les plus arides de la planète. Un élu d'Agadez affirme que l'ouverture de nouvelles voies alternatives de passage « fait perdre [...] des centaines de millions de francs CFA de recettes directes » à la ville. En 2017, l'Union européenne et le gouvernement nigérien avaient promis [1,5 million de francs CFA](#) aux anciens « prestataires » de migration qui auparavant, en gagnaient cinq millions par semaine. Sur 6 000 personnes concernées, à peine 500 en ont bénéficié jusqu'à présent selon M. Bachir Amma, président du Comité des ex-prestataires de la migration.

Sénégal

- **France 24**, 18 novembre 2019, [La France et le Sénégal renforcent leur lutte contre l'immigration irrégulière](#)

Le 17 novembre, le Premier ministre français Edouard Philippe était en déplacement pour 48h à Dakar, Sénégal. Cette visite était marquée en filigrane par l'amalgame entre défense, sécurité et migration et a explicitement incarné l'inégalité du droit à la mobilité entre Européens et Africains. M. Philippe a, dès son arrivée, fait une allocution à la Communauté française du Sénégal à l'Institut français de Dakar, vantant les mérites et le dynamisme des « expatriés.e.s » (autrement dit, des migrant.e.s français.es)

dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. Le lendemain, il a mentionné le renforcement de la coopération avec le gouvernement sénégalais contre les migrations dites irrégulières. Pour ce faire, la recette reste inchangée : un chantage à l'aide publique au développement (avec un nouveau prêt de 50 millions d'euros au Sénégal par l'Agence française de développement), le soutien financier à la gendarmerie sénégalaise pour le contrôle des frontières et la « lutte contre le trafic de migrant.e.s », ainsi que des mesures encourageant une « migration légale » à destination de la France. Cette dernière s'est ainsi engagée à « augmenter le nombre de passeports-talents » pour les ressortissants sénégalais aux qualifications spécifiques (dans la ligne idéologique des « [quotas](#) » du gouvernement d'Edouard Philippe, elle-même héritière de l'« immigration choisie » de Nicolas Sarkozy) et la réduction de moitié, dès début 2020, des délais de traitement des demandes de visa.

Gambie

- **The Conversation**, 18 novembre 2019, [Why return from Europe is causing problems for The Gambia](#) [EN] *

Le chantage généralisé des relations euro-africaines entre réadmissions et aide au développement a de lourdes conséquences dans les pays d'Afrique, notamment en Gambie. Forcées de réadmettre les personnes expulsées d'Europe, les autorités de Banjul font face à la forte colère et à la défiance de la population. Le retour des expulsé.e.s se fait sur seul [arrangement](#), signé en 2018 par la Commission européenne et le gouvernement d'Adama Barrow, qui définit les « bonnes pratiques [...] pour le bon fonctionnement des procédures d'identification et de retour de personnes sans autorisation de séjour ». Pour autant, l'Union européenne et certains de ses États membres bafouent ouvertement nombre de ces pratiques, telle que l'adéquation des retours avec la capacité d'accueil du pays (d'autant plus importante en Gambie, avec une population de deux millions d'habitants répartis sur 11 300 km²). En février 2019, l'Allemagne a mis le feu aux poudres en organisant le retour d'entre 30 et 40 personnes gambiennes déboutées de l'asile sans prévenir les autorités de Banjul, qui ont refusé de les réadmettre sur leur territoire. Un mois plus tard, des manifestations contre ces arrangements éclataient et le gouvernement d'Adama Barrow décidait d'imposer un moratoire sur les expulsions (rapidement levé par la suite). Dans un pays en pleine transition démocratique après 22 ans de dictature, la collaboration avec l'UE est d'autant plus dangereuse qu'elle met à mal la fragile confiance du peuple envers son gouvernement.

Rwanda

- **Communiqué de presse de la Commission européenne**, 19 novembre 2019, [Rwanda: the EU provides €10.3 million for life-saving refugee support measures](#) [EN]

Après les premières évacuations de 198 personnes des centres de détention libyens vers le Rwanda, l'Union européenne (non-signataire de l'accord conclu entre le Haut-Commissariat pour les Réfugiés de l'ONU, le Rwanda et l'Union africaine) a officiellement annoncé sa participation financière au projet. Au cours d'un déplacement à Kigali, le Commissaire européen à la coopération internationale et au développement, Neelie Kroes, s'est engagé à soutenir les opérations à hauteur de 10,3 millions d'euros via le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (FFU). Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, parle d'un « signe de solidarité africaine et d'un partenariat avec l'Union européenne » là où nous pourrions y voir une nouvelle expression de la politique d'externalisation de l'asile, toujours plus éloignée des territoires européens.

- **UNHCR website**, 25 novembre 2019, [Third group of refugees evacuated to Rwanda from Libya with UNHCR support](#) [EN]

Un troisième groupe de 117 personnes migrantes originaires d'Érythrée, de Somalie, d'Éthiopie, du Soudan et du Sud-Soudan ont été transférées par le HCR depuis la Libye vers le « centre de transit » de Gashora, au Rwanda. Le Haut-Commissariat pour les Réfugiés les considère comme des demandeurs d'asile, dans l'attente d'une solution durable, qui pourrait être un « retour volontaire » vers le pays d'origine ou vers le pays africain dans lequel ils auraient obtenu l'asile précédemment. Le HCR émet également la possibilité d'une réinstallation, ce pourquoi certaines personnes ont consenti à être transférées au Rwanda (écouter le [podcast](#) de RFI du 3/11/19). Mais pour l'instant, la [base de données du HCR](#) n'a fourni aucun chiffre de réinstallation de demandeurs d'asile originaires de la Corne de l'Afrique au départ du Rwanda. Contrairement à l'[Emergency Transit Mechanism](#) (ETM) mis en place au Niger en 2017, la réinstallation en Europe est loin d'être une solution privilégiée par l'arrangement conclu entre le HCR, le Rwanda et l'Union africaine.

Europe

Grèce

- **El País**, 20 novembre 2019, [Grecia cerrará los campos de refugiados en las islas y creará nuevos centros más restrictivos](#) [ES]

Mercredi 20 novembre, le gouvernement conservateur grec de Kyriakos Mitsotakis a annoncé un plan de fermeture des trois principaux *hotspots* : le camp de Moria, à Lesbos (où se trouvent 8 000 personnes pour une capacité de 300), le camp de Vathy à Samos (prévu pour 650 personnes et où y sont entassées 4 000) et le camp de Vial à Chios (1 361 personnes dans un camp prévu pour 1 000). Le gouvernement prévoit de les remplacer par des « camps fermés », avec une capacité d'« accueil » de 5 000 personnes pour les trois îles. Il justifie cette mesure par son souhait de « décourager » les migrant·e·s de rejoindre les îles de la Mer Egée. Mais cette entrave à la mobilité et à la liberté existe, dans les faits, depuis la mise en place des *hotspots* en 2016, conçus comme de véritables prisons à ciel ouvert dans lesquels les exilé·e·s sont enfermé·e·s durant des mois, voire des années, dans des conditions inhumaines. Loin d'offrir une solution durable, cette nouvelle mesure annonce un accroissement de la vulnérabilité des personnes coincées dans ces centres fermés, s'ajoutant à celles qui se trouvent déjà autour des camps.

Espagne

- **The Guardian**, 22 novembre 2019, [‘This is meant to be a caring country?’: refugees battle the cold in Madrid](#) [EN]

Le quotidien britannique *The Guardian* a publié les résultats de son enquête sur les conditions d'accueil (ou plutôt de non-accueil) des personnes demandeuses d'asile à Madrid par les autorités. La capitale espagnole est la destination de personnes venues d'Amérique centrale (Honduras, Salvador), latine (Venezuela) ou encore du Moyen-Orient (Yémen). La société civile, particulièrement active dans la capitale, déplore qu'une ville aussi importante que Madrid octroie si peu de moyens à l'accueil et la mise à l'abri des réquérant·e·s d'une protection. Le problème majeur est que les autorités compétentes se renvoient la responsabilité, entre le Premier ministre Pedro Sánchez, la Secrétaire d'État espagnol à l'immigration Consuelo Rumí et le Conseil municipal de Madrid dirigé par le maire conservateur, José Luis Martínez-Almeida. La semaine dernière, ce dernier a réclamé au gouvernement des moyens supplémentaires pour ouvrir 1 300 places d'urgence, ce que la Secrétaire d'État a refusé. D'après elle, c'est aux villes d'allouer les ressources nécessaires à l'accueil et l'hébergement des exilé·e·s primo-arrivant·e·s. Madrid, comme nombre de capitales européennes, est ainsi en proie à la stratégie de l'inertie politique, ou encore du « pourrissement » d'une situation précaire, alimentant le fantasme d'une « crise » migratoire.

Croatie

- **Le Courrier des Balkans**, 18 novembre 2019, [Réfugiés Balkans : la police croate tire sur un groupe de migrants, un homme entre la vie et la mort](#)

Dans la nuit du 16 au 17 novembre, la police croate a ouvert le feu et gravement blessé une personne migrante dans la ville de Rijeka. Le ministre de l'Intérieur croate, Davor Božinović, a justifié ce drame par le fait qu'un « groupe de migrants [tentait] de passer en Slovénie ». En réalité, Rijeka se trouve à 20 km de la frontière slovène, ce que constate l'ONG *Are You Syrious* ; la ville est « très à l'intérieur du territoire croate ». La justification est d'autant plus douteuse que la Croatie est régulièrement pointée du doigt par les organismes de défense des droits pour son recours automatique aux *push back* (refoulements) de personnes migrantes vers les pays voisins. La personne blessée se trouve, aux dernières nouvelles, entre la vie et la mort.

Serbie

- **Communiqué de presse de la Commission européenne**, 19 novembre 2019, [Border management: EU signs agreement with Serbia on European Border and Coast Guard cooperation](#) [EN]

Le 19 novembre, un accord de coopération pour la gestion de la frontière serbo-européenne a été signé par Dimitris Avramopoulos (Commissaire européen à la migration, aux Affaires intérieures et à la citoyenneté), Maria Ohisalo (Présidente finnoise du Conseil de l'Union européenne) et Nebojša Stefanović, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur serbe. Cet accord permet à Frontex, l'agence européenne de garde-côtes et de garde-frontières, « d'assister la Serbie dans le contrôle de sa frontière, de mener des opérations conjointes et de déployer des équipes dans les régions serbes frontalières de l'Union européenne ». La Serbie s'ajoute ainsi à la liste des pays balkaniques comme l'Albanie et le Monténégro ayant signé des accords similaires, respectivement en octobre 2018 et octobre 2019. L'Union européenne poursuit sa course aux barricades à l'Est par des négociations avec la Macédoine du Nord (ouvertes en juillet 2018) et la Bosnie-Herzégovine (depuis janvier 2019). C'est ainsi un modèle proche du modèle sécuritaire hongrois, pourtant vivement critiqué par les institutions européennes, qui est imposé par ces mêmes institutions, comme la règle de « gestion des flux migratoires irréguliers » en Europe de l'Est.

Bosnie-Herzégovine

- **Mediapart**, 30 novembre 2019, [Bosnie-Herzégovine : une voie sans issue pour les réfugiés](#) [accessible aux abonnés]

Le camp de Vučjak, établi en juin dernier dans le nord-ouest de la Bosnie-Herzégovine, se trouve à moins d'une heure à pied de la frontière croate, dont les tentatives de traversées se soldent trop souvent par des *push back*. Les policiers croates brisent les téléphones, confisquent l'argent et les vêtements chauds des personnes migrantes qui tentent de se déplacer vers la Slovénie. De retour à Vučjak, les refoulés retrouvent des conditions sanitaires déplorables, avec entre autres de nombreux cas de gale et de tuberculose. Le froid s'est installé et fait craindre aux membres de Médecins sans frontières (MSF) de nombreux risques de décès. La plupart des personnes qui s'y trouvent sont des hommes, principalement Afghans ou Pakistanais, à qui l'accès aux autres camps surpeuplés de Bosnie a été refusé par l'OIM (notamment les camps de Bihać et Velika Kladuša). L'État lui a délégué la gestion des camps sur tout le territoire, ce que déplorent certains travailleurs humanitaires. En effet, l'organisation s'inquiéterait selon eux davantage de la « gestion de la migration » que d'une réponse humanitaire à apporter aux migrant-e-s. La solution majoritairement proposée étant l'aide au retour dit volontaire, ces dernier-ère-s n'ont d'autre choix que de migrer dans des conditions particulièrement dangereuses.

Malte

- **Malta Independent**, 21 novembre 2019, [Two groups of migrants relocated to Germany and France](#) [EN]
- **Times of Malta**, 22 novembre 2019, [Two groups of migrants leave for France, Germany](#) [EN]

Malte, par le biais d'un accord avec la Commission européenne, a réparti deux groupes de personnes migrantes en France et en Allemagne. Leur nombre exact n'a pas été communiqué. Les demandeurs et demandeuses d'asile relocalisé-e-s en Allemagne avaient été secouru-e-s par l'*Ocean Viking* et débarquées à Malte par les forces armées maltaises le 23 août dernier. Le second groupe, envoyé en France, est composé de personnes secourues en Méditerranée par l'*Ocean Viking* et l'*Alan Kurdi* de l'ONG *Sea Eye* le 10 septembre dernier. Aux vues de la législation maltaise et de la systématisation de l'enfermement des personnes arrivées sur l'île de manière « irrégulière », il est à craindre que ces migrant-e-s relocalisé-e-s aient passé jusqu'à trois mois en détention (dans un premier tant dans les dénommés *Initial Reception Centers* puis dans les centres « ouverts » comme Hal Far), dans l'attente d'accords de répartition avec les États membres de l'UE.